



Les désaccords sur l'Ukraine s'intensifient en Occident

Par [Olivier Renault](#)

Mondialisation.ca, 24 août 2022

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

Les preuves de désaccords en Occident concernant l'intérêt de soutenir encore plus les aspirations militaires de l'Ukraine sont en augmentation. La crise économique, l'inflation, les restrictions diverses et «la fin de l'abondance», selon Emmanuel Macron, font éclater le soutien à l'Ukraine.

Déjà *The Economist* [notait](#) à la fin du mois de mai que l'Occident commençait à se scinder en deux camps. Le premier, le «parti de la paix», s'est prononcé en faveur d'un cessez-le-feu rapide et pour une transition vers des pourparlers de paix. Le second, que l'hebdomadaire nommait le «parti de la justice», a estimé nécessaire de «faire payer intégralement la Russie pour ses actions». Au centre du débat se trouvaient non seulement les questions de «prix», de risques et de bénéfices pour l'Occident, si le conflit se prolongeait, mais aussi la place de la Russie dans le futur ordre européen.

L'Allemagne a [appelé](#) à un cessez-le-feu. Erich Vad, général à la retraite, ancien conseiller militaire d'Angela Merkel, est l'un des signataires. L'Italie a [présenté](#) un plan de paix avec quatre propositions pour établir une paix durable entre la Russie et l'Ukraine.

La France a [parlé](#) d'un futur accord de paix qui «ne permettrait pas l'humiliation de Moscou». «Il ne faut pas humilier la Russie, pour que le jour où les combats cesseront, nous puissions bâtir un chemin de sortie par les voies diplomatiques», avait déclaré Emmanuel Macron.

Le «parti de la paix» a trouvé une forte opposition principalement avec la Pologne et les pays baltes, des pays fortement soutenus par Londres et les Etats-Unis de toutes les manières possibles.

L'Amérique a adopté, selon *The Economist*, une position «ambivalente». A ce moment-là, Washington avait [envoyé](#) à l'Ukraine 14 milliards de dollars d'aide militaire et financière et réuni une coalition de plusieurs Etats du monde qui ont accepté de soutenir Kiev sous diverses formes. En mai, le Congrès a [approuvé](#) jusqu'à 40 milliards de dollars de nouveaux crédits. En revanche, selon les critiques, l'Amérique n'a fourni que des armes capables «d'égaliser les chances des parties», mais «ne donnant pas un avantage décisif aux Ukrainiens».

De deux camps à trois camps. Suite aux résultats du sommet de l'Otan de juin, *The Sunday Times* a [déclaré](#) que la principale alliance militaire de l'Occident est divisée «en trois

camps». Le camp des «faucons» comprend, tout d'abord, les Etats membres directement limitrophes de la Russie, dont la Pologne. Ils ont préconisé une augmentation de l'assistance militaire à Kiev pour «reprendre le contrôle du Donbass et de la Crimée» et «infliger une défaite écrasante à la Russie».

Le deuxième camp, qui comprend un certain nombre d'Etats leaders de l'UE, ainsi que de l'Europe du Nord, est composé de «colombes», qui ont poursuivi la ligne vers la conclusion rapide d'un accord d'armistice, même au prix de «concessions territoriales de l'Ukraine». *The Sunday Times* a qualifié le troisième camp d' «autruches», car elles ne sont prêtes que verbalement à soutenir la ligne officielle de l'alliance, mais cherchent à minimiser leur implication dans ce qui se passe.

Macron, Scholz et Draghi sont arrivés à Kiev en juin. Dans les médias occidentaux, le sujet de «l'agenda non officiel» de la visite a presque immédiatement surgi car elle consistait à recommander aux dirigeants de l'Ukraine la reprise des négociations de paix avec la Russie. Le journal *Les Echos* a [précisé](#) que «ce trio n'était pas, semble-t-il, particulièrement bienvenu à Kiev où on le soupçonnait d'être un peu trop conciliant avec la Russie». La phrase d'Emmanuel Macron selon laquelle «il ne fallait pas humilier Moscou» passait mal auprès du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, comme de ses partenaires occidentaux.

L'ambassadeur ukrainien Andrij Melnyk et le président ukrainien ont, aussi, [critiqué](#) à plusieurs reprises le président allemand, Frank-Walter Steinmeier pour sa politique russe dans le passé, mais aussi le gouvernement allemand pour sa réticence à imposer des sanctions à la Russie et des livraisons d'armes.

De plus, selon le *Los Angeles Times*, «l'Occident [montre](#) de la fatigue», les dirigeants de l'Allemagne, de l'Italie et de la France «ont refusé à Volodymyr Zelensky des livraisons accélérées d'armes lourdes».

Avec le début du mois d'août, les preuves d'un nouveau désengagement des principaux pays occidentaux sur la question ukrainienne ont commencé à apparaître les unes après les autres. *Observateur Continental* [rapportait](#) que, selon les données de l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale, les puissances européennes n'ont donné à l'Ukraine aucune nouvelle promesse militaire en juillet, que le soutien militaire de l'Europe à l'Ukraine diminue depuis avril et que la France et l'Allemagne ne s'engagent plus.

Crise énergétique, menaces de troubles sociaux. Les dirigeants des Etats membres de l'UE ont cité la hausse de l'inflation et la crise énergétique parmi les raisons du changement d'attitude à l'égard du conflit ukrainien. Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a [déclaré](#) qu' «une nouvelle stratégie est nécessaire qui devrait se concentrer sur des négociations de paix et l'élaboration d'une bonne proposition de paix (...) au lieu de vouloir gagner la guerre» car l'Occident n'a pas réussi à affaiblir la Russie.

The National Interest a [indiqué](#) qu' «on ne sait pas combien de temps l'Occident continuera à financer l'effort de guerre de l'Ukraine» car «l'inflation imminente et les défis intérieurs pourraient distraire les partisans occidentaux de l'Ukraine, et la fatigue de la guerre devrait diminuer l'enthousiasme de leurs citoyens pour une victoire ukrainienne». Les doutes grandissent dans l'opinion publique sur l'intérêt de mener d'énormes dépenses qui sont destinées à aider Kiev.

Observateur Continental [notait](#) que pour le gouvernement français, «l'hiver va être

compliqué» en France car il veut préparer les citoyens français à une rentrée difficile. Des listes de difficultés s'accumulent dans le pays: inflation; interdiction du gaz et du pétrole de Russie; sécheresse limitant le fonctionnement des centrales nucléaires; plan stratégique de stockage de gaz; l'accélération des défaillances d'entreprises en France; l'insécurité galopante.

Olivier Renault

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Olivier Renault](#), [Observateur continental](#), 2022

Articles Par : [Olivier Renault](#)

A propos :

Olivier Renault, journaliste. Il travaillé, entre autres, pour RUE89, Die Junge Freiheit, des sociétés de production à Berlin et Hambourg pour la télévision allemande...

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca